

Il me fait plaisir d'accueillir à Ottawa les ministres et hauts fonctionnaires responsables des questions environnementales dans neuf nations et dans les dix provinces canadiennes. Je suis également très heureux de recevoir les représentants de la Commission des Communautés européennes, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Je salue également plusieurs membres d'organisations non gouvernementales (et des médias de nombreux pays). Nous sommes ici rassemblés pour discuter d'un sujet d'importance mondiale, soit la question vitale des pluies acides.

Il me fait plaisir de voir ravivé l'esprit de Stockholm de 1972, alors que le monde entier se prononçait en faveur d'un renouveau de l'environnement. Cet esprit a, depuis, connu bien des aléas: la récession, le chômage et l'austérité ont entraîné une fixation sur le passé et le présent, aux dépens de l'avenir.

Votre présence à cette conférence, cependant, montre bien l'engagement de vos pays de prendre des mesures non seulement pour protéger votre propre environnement, mais également celui de vos amis et de vos voisins. Vous comprenez que le problème de l'environnement est indivisible et qu'il transcende les frontières nationales. Le bien-être de notre génération et des générations futures reposera sur les décisions prises aujourd'hui; le problème est sérieux, mais non insoluble.

Nulle part cette affirmation est-elle plus vraie qu'en Amérique du Nord, où le Canada et les États-Unis doivent collaborer pour régler un problème commun. Une bonne moitié des dépôts humides de sulfate au Canada est de provenance américaine, et environ le dixième du problème américain est d'origine canadienne. Malheureusement, les décisions quant à savoir qui fera les frais du nettoyage ne sont pas faciles à prendre, et l'Administration américaine a décidé de ne pas se joindre à nous - du moins pas dans un avenir prévisible - pour mettre en oeuvre un programme conjoint de contrôle des émissions, du moins pas dans l'avenir prévisible. Nous Canadiens ne croyons pas avoir le temps d'attendre. Les risques de l'inaction sont trop élevés. Le 6 mars, le gouvernement canadien et les administrations provinciales ont convenu d'aller de l'avant avec un programme renforcé de réduction des émissions d'anhydride sulfureux, s'engageant à réduire de 50% ces émissions d'ici 1994, alors que cet engagement n'était auparavant que de 25%. Ces mesures additionnelles réduiront l'étendue des dégâts au Canada.